



**PRÉFET  
DE L'INDRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale des Territoires**  
Service Planification, Risques, Eau, Nature  
Unité Risques

**ARRÊTÉ n° 36-2025-01-07-00002 du 07 janvier 2025**  
portant déprescription du plan de prévention du risque « mouvements de terrain différentiels liés à la sécheresse et à la réhydratation des sols » du Pays Castelroussin -Val de l'Indre, pour les communes de : Ardenes, Arthon, Buxières-d'Aillac, Buzançais, Châteauroux, Chezelles, Coings, Déols, Diors, Etretchet, Jeu-les-Bois, Le Poinçonnet, Luant, Mâron, Montierchaume, Neuillay-les-Bois, Niherne, Saint-Maur, Sassièrges-Saint-Germain et Vendoeuvres.

**LE PRÉFET DE L'INDRE,**  
Chevalier de la légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 562-1 à L. 562-9 et R. 562-1 à R. 562-10 relatifs à l'élaboration des plans de prévention des risques naturels prévisibles ;

Vu le code des assurances ;

Vu la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant sur l'évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN) ;

Vu l'article 68 de la loi ELAN faisant évoluer la prévention des risques des mouvements de terrain liés au retrait-gonflement des argiles lors des constructions d'un ou plusieurs immeubles à usage d'habitation ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 2022 fixant les modalités relatives à la prise en charge des frais de relogement d'urgence et aux franchises applicables aux contrats d'assurance mentionnés à l'article L. 125-1 du code des assurances ;

Vu l'arrêté préfectoral n° E-2001-1600 du 18 juin 2001 prescrivant l'établissement d'un plan de prévention des risques « mouvements de terrain différentiels liés à la sécheresse et à la réhydratation des sols » pour les communes du département de l'Indre, sur le territoire de 117 communes visées en annexe du présent arrêté ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2003-E-62 du 13 janvier 2003 prescrivant l'établissement d'un plan de prévention des risques « mouvements de terrain différentiels liés à la sécheresse et à la réhydratation des sols » en complément des communes visées à l'annexe de l'arrêté préfectoral n° E-2001-1600 du 18 juin 2001, sur le territoire de 7 nouvelles communes ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2004-E-313 du 11 février 2004 prescrivant l'établissement d'un Plan de Prévention des Risques « mouvements de terrain différentiels liés à la sécheresse et à la réhydratation des sols » en complément des communes visées à l'annexe de l'arrêté préfectoral n° E-2001-1600 du 18 juin 2001, sur le territoire de 3 nouvelles communes ;

Considérant que les nouvelles dispositions mises en place par la loi ELAN satisfont aux nécessités de prévention des risques des mouvements de terrain liés au retrait-gonflement des argiles, par une nouvelle carte « Retrait-Gonflement des Argiles » (RGA), avec le niveau de risque identifié par zone et de la prescription de règles de construction obligatoires par zones à risque moyennement exposées (zone orange) et fortement exposées (zone rouge) ;

Considérant qu'un plan de prévention des risques naturels doit être approuvé dans les trois ans qui suivent l'intervention de l'arrêté prescrivant son élaboration ; ce délai pouvant être prorogé une fois, dans la limite de dix-huit mois, par arrêté motivé du préfet si les circonstances l'exigent, selon les dispositions de l'article R.562-2 du code de l'environnement ;

Considérant que la modulation des franchises ne s'applique plus aux particuliers en l'absence de plan de prévention des risques naturels prescrit ou approuvé ;

Considérant que la prescription d'un plan de prévention des risques « mouvements de terrain différentiels liés à la sécheresse et à la réhydratation des sols » du Pays Castelroussin-Val de l'Indre est échue ;

Sur proposition de Monsieur le directeur départemental des territoires de l'Indre ;

## **ARRÊTE**

### Article 1<sup>er</sup> :

Les arrêtés préfectoraux suivants sont déprescrits partiellement, à compter de la date de notification du présent arrêté :

\* l'arrêté préfectoral n° E-2001-1600 du 18 juin 2001 prescrivant l'établissement d'un plan de prévention des risques « mouvements de terrain différentiels liés à la sécheresse et à la réhydratation des sols », pour les communes suivantes (17 sur les 117) : Ardentes, Buxières-d'Aillac, Buzançais, Châteauroux, Chezelles, Coings, Déols, Diors, Etrechet, Jeu-les-Bois, Le Poinçonnet, Luant, Mâron, Montierchaume, Neuillay-les-Bois, Saint-Maur et Sassièrges-Saint-Germain,

\* l'arrêté préfectoral n° 2003-E-62 du 13 janvier 2003 prescrivant l'établissement d'un plan de prévention des risques « mouvements de terrain différentiels liés à la sécheresse et à la réhydratation des sols », pour les communes suivantes (2 sur les 7) : Arthon et Vendoeuvres,

\* l'arrêté préfectoral n° 2004-E-313 du 11 février 2004 prescrivant l'établissement d'un Plan de Prévention des Risques « mouvements de terrain différentiels liés à la sécheresse et à la réhydratation des sols », pour la commune suivante (1 sur les 3) : Niherne.

### Article 2 :

Le présent arrêté sera notifié :

\* aux maires des communes d'Ardentes, Arthon, Buxières-d'Aillac, Buzançais, Châteauroux, Chezelles, Coings, Déols, Diors, Etrechet, Jeu-les-Bois, Le Poinçonnet, Luant, Mâron, Montierchaume, Neuillay-les-Bois, Niherne, Saint-Maur, Sassièrges-Saint-Germain et Vendoeuvres,

\* aux présidents de Châteauroux Métropole, de la communauté de communes Val de l'Indre-Brenne et de la communauté de communes Val de Bouzanne.

**Article 3 :**

Le présent arrêté sera affiché pendant au moins 1 mois :

- \* dans les mairies des communes visées à l'article 2 du présent arrêté,
- \* aux sièges des communautés de communes visées à l'article 2 du présent arrêté.
- \* conformément à l'article R. 562-2 du code de l'environnement, cet affichage sera mentionné dans un journal diffusé dans le département.

Le présent arrêté sera également publié :

- \* sur le site internet des services de l'État dans l'Indre, à l'adresse suivante : [www.indre.gouv.fr](http://www.indre.gouv.fr),
- \* au recueil des actes administratifs des services de l'État dans le département de l'Indre.

**Article 4 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Limoges - 2 Cour Bugeaud, 87000 LIMOGES, dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs.

**Article 5 :**

La secrétaire générale de la préfecture, le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Thibault LANXADE

